



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Juin 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Energie	3
Transports	4
Environnement	5
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	16
LETTONIE	17
ESTONIE	18
Agenda	19

Focus – situation géopolitique

Energie

Aides aux ménages dans la transition énergétique

La Pologne et la Slovaquie prévoient des programmes de soutien pour les ménages face aux enjeux énergétiques et de décarbonation.

En Pologne, une loi introduit **un chèque énergie pour les ménages à faibles revenus, ainsi qu'un prix maximum pour l'électricité** au 2nd semestre 2024.

En Slovaquie, le ministère de l'Economie a présenté **les contours actualisés du programme « ménages au vert »**, ouvert début juin, qui cofinance l'achat d'équipements via l'attribution de *vouchers* et peut couvrir au maximum 50 % des coûts. Il concerne les panneaux photovoltaïques (subvention maximale de 3 000 €), panneaux solaires thermiques (2 000 €), chaudières biomasse (si elles remplacent des chaudières au charbon, 1 500 €), pompes à chaleur (3 040 €) et turbines éoliennes (1 500 €). L'Agence slovaque de l'innovation et de l'énergie opère ce programme, doté de 150 M€. **En parallèle, un dispositif « solidarité verte » sera lancé pour les ménages vulnérables** (dont les revenus ne dépassent pas 70 % de la médiane nationale), l'Etat leur remboursant 90 % des coûts éligibles.

Nouveau décaissement de 2,967 Mds€ du fonds de modernisation

Le 24 juin, l'Union européenne a décaissé 2,967 Mds € via le Fonds pour la modernisation afin de soutenir 39 projets énergétiques dans dix États membres de l'UE. Ces investissements contribueront à moderniser les systèmes énergétiques, à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des transports, et à améliorer l'efficacité énergétique. **Plus de 51% de ce décaissement est attribué, en cumulé, à la Tchéquie** (835,2 M€), pour le développement du photovoltaïque, **et à la Pologne** (697,5 M€), pour le développement des infrastructures de recharge dans le secteur des transports routiers lourds.

Les autres pays de la région sont également bénéficiaires: Hongrie (76,8 M€) pour le verdissement des réseaux de chauffage urbain, Lituanie (59 M€) pour le stockage de l'énergie, Slovaquie (35 M€) pour l'hydrogène renouvelable et la cogénération à haut-rendement, Lettonie (26,8 M€) pour le développement des renouvelables dans les bâtiments publics et collectifs, et Estonie (24,1 M€) pour le développement des renouvelables dans les bâtiments publics.

Engagement commun en faveur du développement de l'hydrogène

Neuf gestionnaires de réseau de transport de gaz (TSO) dans les pays riverains de la mer Baltique ont signé un protocole d'accord pour (i) coordonner et à faciliter l'établissement d'infrastructures d'hydrogène et (ii) favoriser le développement du marché de l'hydrogène dans la région de la mer Baltique. Le développement du potentiel de production et d'utilisation de l'hydrogène est l'un des éléments clés pour réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes importés, accélérer les progrès vers les objectifs climatiques européens et améliorer la sécurité et la résilience du système énergétique européen. La région de la mer Baltique offre d'excellentes conditions pour fournir jusqu'à 45 % de la production d'hydrogène propre décrite dans le plan REPowerEU à horizon 2030. À ce jour, trois projets transfrontaliers sont envisagés : le corridor nord-baltique de l'hydrogène, le collecteur d'hydrogène de la mer Baltique et la route nordique de l'hydrogène. En outre, les opérateurs d'infrastructures gazières prévoient de mettre en œuvre de manière coordonnée d'autres projets d'interconnexions transfrontalières, de dorsales nationales et de stockage d'hydrogène. Les parties au protocole d'accord sont GAZ-SYSTEM (Pologne), Elering (Estonie), Energinet (Danemark), Gasgrid Vetyverkot (Finlande), Amber Grid (Lituanie), Nordion Energi (Suède), GASCADE Gastransport (Allemagne), ONTRAS Gastransport (Allemagne) et Conexus Baltic Grid (Lettonie). [Voir le communiqué](#)

Sortie du gaz russe

Les investissements et contrats en vue de réduire la dépendance aux importations de gaz russe s'accroissent. Pour les pays sans façade maritime, la stratégie consiste à intervenir sur (i) la réduction des volumes consommés, (ii) la réduction des importations, (iii) la consolidation des interconnecteurs, (iv) la contractualisation avec des producteurs et (v) l'accroissement de la production locale.

En Slovaquie, le groupe ZSE (contrôle managérial par l'allemand E.ON) a conclu début juillet un contrat sur la livraison de GNL à partir de 2025 provenant principalement des Etats-Unis. Par cette politique, **ZSE veut diversifier ses sources d'approvisionnement** – en effet, le volume du GNL devrait représenter 30 % des livraisons de ZSE. Le groupe polonais Orlen est partenaire dans cette opération. Le GNL devrait être délivré au terminal lituanien de Klaipeda et transiter par le gazoduc entre la Pologne et la Slovaquie. Il s'agit du premier contrat slovaque utilisant cette route d'approvisionnement.

En Hongrie, la production locale de gaz est relancée. Selon le ministère de l'Energie, le premier puits du champ gazier de Berettyóújfalu est entré en phase de production, exploité par la société MVM, le champ pourrait compter jusqu'à 4 puits supplémentaires. **Le pays souhaite également s'appuyer sur le gazoduc Trans Austria** pour renforcer sa sécurité énergétique et diversifier ses sources d'approvisionnement, sans pour autant se passer des fournisseurs actuels, y compris russes. En revanche, **le gazoduc entre la Roumanie et la Hongrie ne devrait pas voir sa capacité augmentée** à cause d'une demande trop faible. Enfin, des discussions sont en cours pour évaluer la **possibilité de recevoir du gaz azéri via l'Ukraine**, une fois que le contrat de transit du gaz russe arrivera à son terme à la fin de l'année.

Pour la Tchéquie, ČEZ a réservé 2 Mds m³ de capacité dans le terminal GNL allemand de Stade, près de Hambourg, dont la construction a commencé. Prévu pour être opérationnel en 2027, ce terminal offrira une capacité annuelle de 13,3 Mds m³ de gaz (GNL, gaz naturel synthétique, biométhane).

Transports

Grandes infrastructures : des projets revus à la baisse

Rail Baltica : calendrier et budget à réviser. Les **Cours des comptes des pays baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie) ont présenté un rapport commun sur le projet Rail Baltica, indiquant que l'achèvement complet du projet n'est pas actuellement envisageable dans les délais initiaux.** En effet, le projet accuse un retard d'au moins cinq ans, avec une augmentation significative de son périmètre et de ses coûts. Le rapport souligne également que les gouvernements et parlements baltes n'ont pas toujours été tenus informés des problèmes rencontrés. Actuellement, des travaux sont en cours pour mettre en œuvre uniquement la première phase du projet, avec la construction d'une voie unique (remplaçant la double voie prévue), en supprimant quelques stations régionales initialement prévues.

CPK – pôle multimodal central polonais: le Premier ministre confirme le maintien du projet, tout en revoyant le calendrier et l'ambition. Lors d'une conférence de presse le 26 juin, Donald Tusk a annoncé que le projet CPK serait poursuivi avec quelques modifications concernant en particulier le volet ferroviaire. Le gouvernement renonce à l'idée de construire des nouvelles lignes ferroviaires se croisant sur le site de CPK, ce qui limitera les expropriations nécessaires. **Il sera plutôt réalisé un réseau ferroviaire à grande vitesse reliant en moins de 100 minutes Varsovie à toutes les grandes villes polonaises et dont la 1^{ère} étape sera la ligne « Y » entre Varsovie, Łódź, Poznań et Wrocław.**

V4 et Etats baltes : une déclaration commune à Prague

Afin d'améliorer la connectivité et la mobilité militaire de l'UE, les pays du groupe de Visegrad (V4) et les Etats Baltes ont signé le 14 juin 2024 la Déclaration de Prague sur le développement et le financement des infrastructures de transport. Cette déclaration souligne la nécessité d'un soutien du Mécanisme d'interconnexion pour l'Europe dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel, avec un focus sur les LGV dans le centre et le nord-est de l'UE. La

déclaration mentionne également: (i) la modernisation des infrastructures ferroviaires existantes afin d'améliorer les capacités de transport, ainsi que la disponibilité du réseau et sa compétitivité, (ii) la mobilité des matériels militaires et (iii) la reconstruction et le développement des liaisons de transport avec l'Ukraine et la Moldavie.

Le nouveau règlement RTE-T est formellement adopté

Le 13 juin, le Conseil de l'UE a approuvé le nouveau règlement sur le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) qui intègre la ligne de chemin de fer à destination de Klaipėda, à écartement européen (1435 mm). **Le RTE-T vise à éliminer les goulets d'étranglement, à moderniser les infrastructures de transport et à garantir une mobilité fluide pour les personnes et les biens.**

La connexion de Klaipėda au RTE-T contribue à cet objectif en améliorant les infrastructures existantes et en créant de nouvelles liaisons, notamment dans la perspective de connexions avec le projet Rail Baltica. En outre, le RTE-T, en réponse à l'agression russe en Ukraine et pour assurer une meilleure connectivité avec les pays voisins, a étendu 4 de ses corridors de transport à l'Ukraine et à la Moldavie, tout en rétrogradant les connexions transfrontalières avec la Russie et la Biélorussie.

Environnement

La loi européenne sur la renaturation adoptée de justesse

Le 17 juin 2024, le Conseil de l'UE a formellement adopté la première loi européenne concernant la restauration de la nature, qui s'inscrit dans le cadre du Green Deal. La décision a finalement été soutenue par 20 Etats, ce qui a conduit à une représentativité de 66% de la population européenne, juste au-dessus du seuil légal de 65%. La Belgique s'est abstenue et la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, la Pologne et la Hongrie ont voté contre. La Slovaquie avait longtemps exprimé son opposition, mais a finalement voté pour. La Hongrie et la Pologne ne nient pas l'urgence de la protection de l'environnement mais estiment n'avoir pas besoin de règles européennes. En effet, bien que Donald Tusk trouve que cette loi est nécessaire, il n'y a pas besoin, selon lui, de coercition européenne. Il s'agit d'une « divergence d'opinion sur la manière de respecter les dispositions de l'accord de coalition sur la protection de la nature et le soutien agricole », d'après la secrétaire d'état polonaise au Climat. La Hongrie déplore également le fait que la proposition n'assure pas de flexibilité pour les pays.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations et réorganisations

Le 4 juin M. Hubert Meronk a été nommé vice-président de l'Agence Polonaise de la Navigation Aérienne (PAŻP). Entre 2022 et 2024 il a été président de Siemens Mobility. Dans les années 2017-2021, il a été membre du conseil d'administration du Métro de Varsovie.

Le 25 juin Mme Anna Dębowiec a été nommée première adjointe à l'Inspecteur Général de la Protection de l'Environnement. Le 1^{er} juillet Mme Alicja Żelichowska a été nommée au poste de deuxième adjointe.

Le 27 mai Mme Olimpia Pabian a été nommée directrice du Parc National de Białowieża. Elle occupait la même fonction entre 2016 et 2017. Actuellement, le Ministère du Climat et de l'Environnement travaille sur « une constitution pour la forêt de Białowieża » visant à clarifier différents sujets liés à la gestion de la forêt.

Le 1^{er} juillet, la modification de la loi sur les départements de l'administration gouvernementale est entrée en vigueur. Elle transfère la supervision de la réglementation sur le nucléaire, le gaz et les carburants conventionnels du Ministère du Climat au Ministère de l'Industrie. L'hydrogène vert et les biocarburants restent au Ministère du Climat. Dans le même temps, les questions relatives à l'énergie dispersée et aux prosommateurs sont transférées du Ministère du développement au Ministère du Climat. De plus, le département « climat » se voit chargé

des actions à mettre en place pour atteindre la neutralité climatique, en particulier avec l'utilisation des technologies hydrogène, des biocomposants et des biocarburants liquides. Enfin, le plénipotentiaire au projet CPK est désormais de nouveau rattaché au Ministère des Infrastructures.

Énergie

Le 3 juin, la ministre de l'industrie Marzena Czarnecka a installé un groupe de travail chargé de la transition énergétique afin de préparer un nouveau document d'orientation. L'équipe interministérielle comprend des représentants des Ministères des Actifs publics, du Numérique, des Finances, du Développement, de l'Intérieur, ainsi que le plénipotentiaire du gouvernement pour les infrastructures énergétiques stratégiques et le Régulateur de l'énergie.

Un appel conjoint au Premier ministre Donald Tusk a été présenté le 11 juin par la Confédération Lewiatan, la Chambre de commerce pour l'énergie et la protection de l'environnement (IGEOS) ainsi que par le Conseil d'experts pour la sécurité énergétique et le climat. Les auteurs rappellent qu'après son arrivée au pouvoir, la coalition a annoncé qu'elle accélérerait la transformation du secteur polonais de l'électricité et de la chaleur. Or, les changements nécessaires n'ont pas encore eu lieu et le gouvernement n'a pas engagé de large dialogue avec les représentants de ces secteurs. Selon les auteurs, les émissions élevées de CO₂ issus de la production d'électricité et de chaleur menacent la compétitivité de l'économie polonaise et découragent les investisseurs étrangers, de sorte que de nombreuses industries, y compris la production alimentaire, sont menacées d'ici 2030. L'appel comporte trois propositions: (i) rétablir la transparence et la compétitivité sur le marché de l'énergie, y compris par le retour de l'obligation de vente de l'électricité à la Bourse de l'énergie, (ii) intensifier la transition énergétique et (iii) élaborer et adopter des documents stratégiques gouvernementaux comprenant un plan d'accélération de la transition énergétique, après consultation préalable avec les principales parties prenantes.

- hydrogène

Le 3 juin, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a lancé le programme « Hydrogénation de l'économie » qui prévoit le financement d'unités de transport innovantes à hydrogène. Il se focalise sur le soutien à la recherche et au développement ainsi qu'à la commercialisation de solutions et de technologies innovantes de différents types d'unités de transport à hydrogène. L'enveloppe du programme s'élève à environ 1,1 Md PLN (260 M€).

- électricité/chaleur

En juin, l'Association polonaise des centrales de cogénération professionnelles (Polskie Towarzystwo Elektrociepłowni Zawodowych, PTEZ) a présenté un [rapport](#) sur le potentiel des technologies de production d'électricité à partir de la chaleur dans le cadre de la transformation du chauffage urbain. Le rapport montre que les technologies à faible teneur en carbone les plus prometteuses pour le chauffage urbain sont la biomasse, la géothermie, le gaz, la chaleur résiduelle et power-to-heat.

Fin juin, le président de l'Office de la régulation de l'énergie a approuvé une modification des tarifs pour cinq sociétés de vente d'électricité. En moyenne, les nouveaux tarifs s'élèvent à 622,80 PLN/MWh (146€), soit 15,8 % de moins qu'auparavant et 42 % de moins qu'en 2023.

- gaz et pétrole

Le Ministère du Climat a mis en consultation un projet de loi qui introduirait un nouveau modèle de création et de maintenance des réserves stratégiques de gaz à partir du 1^{er} octobre 2025. Selon ce projet, l'Agence gouvernementale pour les réserves stratégiques sera chargée de créer et de maintenir les réserves stratégiques de gaz pour le compte du Trésor public. Les importateurs de ce produit seront exemptés de cette obligation.

Fin juin, le président de l'Office de la régulation de l'énergie a approuvé le tarif de PGNiG Obrót Detaliczny pour la vente de gaz aux ménages. À partir du 1^{er} juillet, le prix du gaz atteindra 239 PLN (56 €)/MWh, soit -18 % par rapport au tarif en vigueur (290,9 PLN (68 €)/MWh). Cependant, comme il existait des dispositions gelant les prix du gaz à 200,17 PLN/MWh (47 €/MWh) jusqu'à fin juin 2024, le dégel des prix à partir du 1^{er} juillet signifie une augmentation

de 20% en moyenne. En outre, après le 1^{er} juillet, les frais de distribution de PSG, distributeur de gaz, seront dégelés, augmentant en moyenne de 27 %. Les frais d'abonnement resteront gelés jusqu'au 31 décembre.

PGNiG Upstream Norway va acquérir une participation de 20 % dans le gisement Atlantis en mer du Nord norvégienne. La transaction augmentera les réserves d'hydrocarbures contrôlées par Orlen en Norvège, d'environ 13 M de barils d'équivalent pétrole, dont 1,5 Md m³ de gaz. Toutefois, la production ne commencera pas avant 2030 ou 2031 au plus tôt, car le gisement découvert il y a quatre ans doit encore être aménagé.

- énergie renouvelable

Lors du **premier appel à candidatures pour le programme « ma centrale éolienne »**, la réserve de fonds pour les subventions s'élèvera à 50M PLN, soit **11 M€**, a déclaré la présidente du Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW), Dorota Zawadzka-Stępnia. Selon les hypothèses du programme, son budget total devrait s'élever à 400 M PLN (94 M€). Le premier appel à candidatures, qui débutera bientôt, permettra de déterminer si le programme créera un marché.

La sixième édition du programme « mon électricité » sera lancée en septembre. Les investissements dans les EnR réalisés après le 1^{er} janvier 2021 sont éligibles. Le budget total du programme s'élèvera à 400 M PLN (94 M€). Dans cette édition, **les subventions ne seront accordées qu'aux installations photovoltaïques combinées au stockage d'électricité.**

Selon les données du gestionnaire de réseau Polskie Sieci Elektroenergetyczne, en mai, la part des sources photovoltaïques dans le mix énergétique a atteint le chiffre record de 19,7 %, elles ont produit environ 2,6 TWh d'électricité (soit +36,4 % en g.a.).

Dans le cadre du programme de recherche InGrid Power to Gas, **Orlen débute une production d'hydrogène avec de l'énergie provenant de sources renouvelables.** Dans sa succursale PGNiG d'Odolanów, une installation composée d'un électrolyseur de 0,4 MW, alimentée par un parc photovoltaïque de 0,5 MW, est entrée en service. En outre, le site inclut une installation de stockage d'électricité (d'une capacité de 0,4 MWh) et une installation de stockage d'hydrogène (d'une capacité de 50 kg). L'installation devrait permettre de produire jusqu'à 20 t d'hydrogène par an à partir de sources d'énergies renouvelables. Selon sa stratégie actuelle, Orlen disposera d'ici 2030 d'électrolyseurs d'une capacité totale de 1 GW.

Infrastructures de transport

L'appel d'offres organisé par la société CPK pour l'audit des "autres projets" a été annulé. Une seule entité avait déposé une offre. Le montant maximum du contrat fixé par CPK était de 561 000 PLN (132 k€) alors que l'offre soumise était de 982 k€ PLN bruts (230 k€).

Transport

- aérien

La compagnie aérienne LOT est citée parmi les acquéreurs potentiels de l'opérateur tchèque Smartwings (charter). L'acquisition d'un opérateur avec un profil commercial différent accélérerait le développement des activités de LOT. Pour rappel, conformément à sa stratégie de développement publiée en octobre 2023, LOT envisage d'ici 2028 de détenir une part de 30% sur le marché polonais. Outre LOT, la *short list* des acquéreurs potentiels inclut Eurowings et SunExpress. 7,08 M de passagers ont été transportés en vols charters en 2023 en Pologne avec une part de marché de 29% pour Enter Air (Pologne), suivie par Ryanair Sun – 19%, LOT – 15%, Smartwings – 9% et autres opérateurs – 28%.

L'aéroport de Cracovie-Balice a pour la première fois passé le seuil du million de passagers en un mois, avec 1 006 407 voyageurs en mai 2024, soit + 20% par rapport à mai 2023. Au total, depuis le début de l'année, l'aéroport de Cracovie a accueilli près de 4,1 M de passagers. Après 9,4 M en 2023, il pourrait dépasser les 10M de passagers cette année.

- ferroviaire

Les deux opérateurs ferroviaires privés tchèques Gepard Express et RegioJet veulent entrer sur le marché polonais. Le premier veut opérer sur 4 lignes internationales à partir de décembre 2025, entre autres vers Vilnius et Kharkov via la Pologne. Le second a déposé à l'Office du

Transport Ferroviaire polonais (*UTK*) neuf demandes d'accès au rail en Pologne, dont sept concernent la liaison estivale Cracovie-Gdynia-Cracovie.

- urbain

Le 3 juin a été lancé un appel à projets dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (*KPO*) pour l'achat de tramways (composante E, investissement : E1.2.1). Le montant du financement s'élève à près de 866 M PLN (201 M€). Le projet est géré par le Centre des projets européens de transports (*CUPT*).

Environnement

- déchets

En réponse à une question parlementaire concernant le déficit d'investissement dans le secteur de la gestion des déchets, Mme Anita Sowińska, vice-ministre du Climat et de l'Environnement, a indiqué que d'ici 2028 il faudrait construire environ 200 installations de tri des déchets urbains collectés séparément, d'une capacité de 10 000 t/an chacune. En ce qui concerne les incinérateurs, leur capacité actuelle s'élève à 1,435 Mt/an et, selon la vice-ministre, la capacité manquante des installations de ce type d'ici 2034 sera de 2,765 Mt / an. Le besoin d'installations de recyclage des biodéchets sera de 1,305 Mt / an d'ici 2034. Mme Sowińska n'a pas indiqué les sources de financement de ces investissements.

Le 10 juin, la vice-ministre Sowińska a participé à une réunion avec les représentants des régions et des inspections régionales de la protection de l'environnement dédiée au problème de décharges illégales de déchets dangereux. Selon les données de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (*GIOŚ*), il y a en Pologne 311 décharges illégales de déchets dangereux situées souvent à proximité des infrastructures critiques.

HONGRIE

Nominations et réorganisations

Suite à un décret, le périmètre de certains ministères a été modifié. La gestion de l'eau quitte le ministère de l'intérieur pour celui de l'énergie, à l'exception de l'irrigation agricole et de la conservation de l'eau. La performance énergétique des bâtiments rejoint également le ministère de l'énergie.

Énergie

Le ministre de l'économie nationale, Marton Nagy, a critiqué l'imposition de droits de douanes additionnels sur les véhicules électriques fabriqués en Chine. Il estime qu'un « protectionnisme excessif n'est pas la solution » et juge cette nouvelle mesure discriminatoire. La Hongrie souhaiterait plutôt que la Commission se focalise sur des mesures de renforcement de la compétitivité européenne.

Marton Nagy s'est rendu en Corée du Sud pour y rencontrer notamment les dirigeants d'entreprises spécialisées dans les batteries électriques. Il s'est ainsi entretenu avec des représentants de Samsung SDI, EcoPro BM, GS Energy, SungEel Hitech et KH Energy.

Le secrétaire d'Etat à la politique industrielle et aux technologies, Gergely Fabian, **a appelé à moderniser les réseaux électriques européens pour les adapter au déploiement des véhicules électriques.**

MOL a engagé une procédure d'arbitrage international auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements contre l'Etat croate. L'entreprise hongroise estime que le gouvernement de Zagreb a obligé INA – détenue à 49 % par MOL – à vendre du gaz à la compagnie publique croate HEP à des prix fixés artificiellement bas. Selon plusieurs sources, INA aurait perdu plusieurs dizaines de millions d'euros du fait de ces tarifs.

Selon le ministre Marton Nagy, la production de batteries électriques représente actuellement 5,5 % du PIB, mais les investissements annoncés pourraient doubler ce chiffre. La Hongrie exporte actuellement près de 10 Mds€ de batteries et autres équipements électriques par an.

Le ministre de la construction et des transports, János Lazar, prévoit de transférer le musée des transports à Debrecen, à proximité de l'usine de BMW.

- **électricité**

Selon la secrétaire d'Etat Zsófia Koncz, 160 Mds HUF (408 M€) vont être investis dans la modernisation du réseau électrique en 2024. Ces investissements permettront de construire des nouvelles sous-stations, de développer celles qui existent déjà et d'installer des nouvelles lignes de transmission.

Un nouveau CEO, Gergo Batta, a pris ses fonctions le 28 juin à la tête de MAVIR, l'opérateur du réseau électrique hongrois.

L'énergéticien Alteo a obtenu une subvention de 9,4 Mds HUF (24 M€) du plan de relance et de résilience pour construire un centre de stockage énergétique de 440 MW. D'une valeur totale de 28 Mds HUF (7,1 Mds€), il s'agit du plus important investissement *greenfield* d'Alteo. Le centre de stockage devrait être finalisé d'ici la fin du mois d'avril 2026.

- **énergie renouvelable**

Le gouvernement va accorder un statut prioritaire à plusieurs projets de routes et de nouvelles voies ferrées liés à la nouvelle usine de BYD. Les premiers matériaux de construction venus de Chine ont déjà été réceptionnés à Szeged.

Le Commission européenne a fléché 76,8 M€ du Fonds de modernisation vers des projets destinés à soutenir le chauffage urbain durable en Hongrie. Ce fonds a été créé en 2021 et est alimenté par l'argent obtenu grâce à la vente de quotas carbone.

Bamo Technology Hungary, une filiale de l'entreprise chinoise Huayou, construit une usine pour matériaux de cathodes à Ács. L'investissement est estimé à 520 Mds HUF (1,32 Mds€). Pour soutenir l'entreprise, le gouvernement compte dépenser 27 Mds HUF (68 M€) pour rénover le réseau de distribution d'eau et 17 Mds HUF (43 M€) pour la voirie. Une fois pleinement opérationnelle en 2026, la production de l'entreprise devrait atteindre 4 Mds€, ce qui en ferait la quatrième usine la plus productive du pays.

L'université de Dunaújváros et l'association hongroise pour la technologie hydrogène ont signé un accord qui vise à la création d'un programme destiné à renforcer la formation dans le domaine de l'hydrogène.

Un appel d'offres de 28 Mds HUF (71 M€) va être lancé en août pour la construction de bornes de recharge de véhicules électriques. Le montant des aides pourra atteindre 35 % à 65 % du coût de l'investissement, en fonction des entreprises. L'appel d'offres devrait permettre d'installer environ 100 nouvelles stations de charge. Les investissements réalisés à Budapest ne sont pas éligibles à ces aides.

L'entreprise MOL vient de créer une division dédiée aux énergies bas-carbone au sein de son unité de recherche et de production. Cette nouvelle division se concentrera principalement sur la géothermie, la production de lithium et les technologies de capture et de stockage de carbone.

Environnement

A partir du 1^{er} juillet, une nouvelle autorité sera en charge des recours juridiques contre les permis environnementaux. L'administration augmente ainsi son contrôle dans ce domaine au détriment des tribunaux.

MOHU, filiale de MOL chargée de la collecte et de la gestion des déchets communaux, a lancé une application mobile de gestion des remboursements des consignes sur les emballages. Les sommes remboursées peuvent être transférées sur un compte bancaire, converties en bons d'achats ou encore faire l'objet d'un don à des œuvres caritatives. MOHU a indiqué avoir déjà déployé près de 3 000 machines de collecte.

Le ministère de l'énergie a rejeté le rapport d'activité remis par MOHU, jugé globalement incorrect et imprécis. Ce rejet rend ainsi impossible l'évaluation des services fournis par MOHU. Le ministère n'a donc pas remis à l'entreprise le certificat d'exécution de la concession.

L'office gouvernemental de Nógrád a autorisé l'usine de retraitement de batteries de SungEel Hitech à reprendre son activité. L'usine avait été sommée de se mettre à l'arrêt l'été dernier pour non-respect des règles de gestion des déchets. Les activités de l'usine peuvent désormais reprendre, mais elles sont soumises à un contrôle accru du gouvernement.

Plus de 3 200 entreprises ont fait des demandes de subventions pour l'achat de véhicules électriques dans le cadre du nouveau programme mis en place par le ministère de l'énergie. Ce programme restera ouvert jusqu'en mars 2025.

Transport

- ferroviaire

MAV Vagon a signé un contrat de 10 ans avec l'entreprise suisse *Stadler Magyarország* pour la maintenance de 40 de ses rames de trains à deux niveaux. Selon les termes du contrat, les rames seront révisées par MAV Vagon à Szolnok, sous la supervision de Stadler.

- routier

Le gouvernement prévoit de publier un décret afin de limiter fortement l'octroi des plaques d'immatriculation de couleur verte. Ces plaques, attribuées aux véhicules à faibles émissions, confèrent divers avantages, comme la gratuité du parking à Budapest. **A partir du 1^{er} septembre 2024, les nouvelles plaques vertes seront réservées aux véhicules électriques.** Les véhicules hybrides ne pourront plus en bénéficier, et leurs propriétaires devront restituer les plaques vertes avant le 30 novembre 2026.

Volánbusz a obtenu une aide gouvernementale de 276 M HUF (0,7 M€) pour l'achat de bus à hydrogène. Il est prévu que le premier de ces bus entre en service en 2026, dans la banlieue de la capitale. Volánbusz a déjà mené des essais sur le bus à hydrogène Solaris Urbino 12 Electric H₂ bus et teste actuellement le Toyota Caetano H₂. City Gold.

- urbain

Uber fait son retour en Hongrie, via un partenariat avec Fotaxi. L'entreprise américaine devra toutefois faire face à un environnement très concurrentiel, du fait notamment de la présence de Bolt.

A compter du 16 juillet, il sera obligatoire d'assurer les trottinettes électriques et certains petits véhicules électriques. Les vélos électriques ne seront pas concernés. Cette décision tient au nombre croissant d'accidents dans lesquels sont impliqués ces véhicules.

- aérien

Suite au rachat de l'aéroport de Budapest par l'Etat hongrois et Vinci Airports, **M. Francois Berisot a été nommé CEO de l'aéroport et remplace donc Kam Jandu dans ces fonctions.** Il était auparavant CEO de l'aéroport de Belgrade, également géré par Vinci Airports.

Wizz Air lancera dès le printemps 2025 des vols entre l'Inde et plusieurs villes européennes, dont Budapest. Les Airbus A321XLR permettront d'atteindre l'Inde sans escale, pour un trajet d'environ 8 heures.

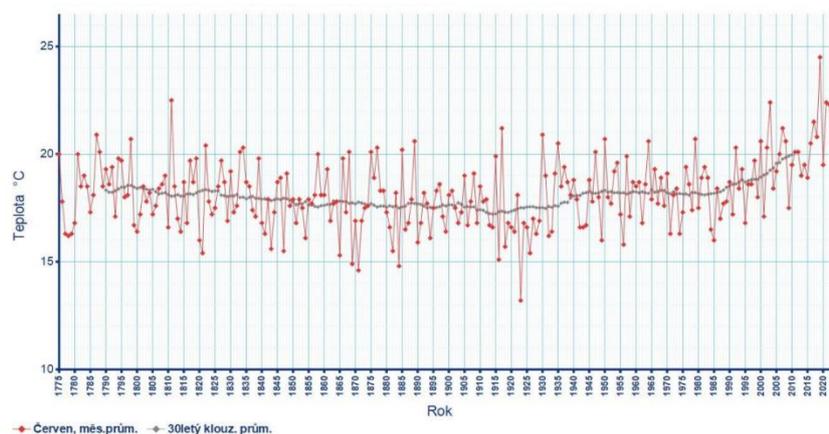
Le bureau gouvernemental de Budapest a lancé une enquête après les nombreux retards constatés sur des vols opérés par Ryanair, Wizzair, SunExpress et Eurowings. L'enquête doit notamment déterminer si les compagnies aériennes ont respecté les régulations européennes en matière d'information et d'assistance aux passagers.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Climat

Selon l'Institut hydrométéorologique tchèque (ČHMÚ), dont les premiers relevés datent de 1775, **le mois de juin 2024 a été l'un des plus chauds de l'histoire de la Tchéquie,** dépassant la normale de 1991-2020 de 1,6 °C et celle de 1961-1990 de 3 °C. La température moyenne à Prague-Klementinum a atteint de 21,2 °C. *Plus d'informations : communiqué [ČHMÚ](#) ; [iDNES.cz](#)*

Figure 1 : Température mensuelle moyenne en juin à Prague-Klementinum de 1775 à 2024. Source : [ČHMÚ](#).



Énergie

- pétrole

Suite à des problèmes techniques, les capacités de production de diesel de la raffinerie de Litvínov d'Orlen Unipetrol vont être temporairement réduites. La baisse de production sera compensée par 20 Ml de diesel issus des réserves stratégiques tchèques (ASMR).

Plus d'informations : article de [Echo24.cz](#).

- efficacité énergétique

A partir de septembre 2024, les subventions allouées pour remplacer les chaudières à charbon vont diminuer. L'utilisation de chaudières à charbon de classes d'émission 1 et 2 deviendra par ailleurs illégale. Une nouvelle aide sera toutefois disponible pour remplacer les chaudières à charbon des classes d'émission 3 et plus. Depuis juin 2023, 4 172 demandes ont été soumises pour 25,7 M€ (626 M CZK). En mai 2024, 867 ménages ont fait une demande.

Plus d'informations : communiqué du [MZP](#).

Le ministère de l'Environnement lance un nouvel appel à projets de **1 Md CZK (39 M€)**, financé par le plan de relance et de résilience, pour l'octroi de subventions pouvant jusqu'à 60 % des coûts éligibles de rénovation énergétique des bâtiments publics.

Plus d'informations : communiqué du [MZP](#).

- charbon

Au cours de la visite de la centrale de chauffage de České Budějovice, le ministre de l'environnement, Petr Hladík, a annoncé l'allocation de 1,9 Mds CZK (~75 M€) du Fonds de modernisation pour la conversion des centrales à charbon.

Plus d'informations : communiqués du [MZP](#).

- éolien

Annoncé le 14 juin 2024 par le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'appel à projets "Sources d'Énergie Renouvelables – Centrales Éoliennes" a été ouvert par l'Agence pour l'Entrepreneuriat et l'Innovation (API). Les demandes de subventions dédiées à la construction de parcs éoliens pourront être déposées jusqu'au 31 octobre 2025, avec une prise en charge pouvant atteindre 65 % des coûts. L'enveloppe budgétaire prévue s'élève à 3 Mds CZK (~120 M€).

Plus d'informations : communiqué du [MPO](#).

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Système européen de contrôle des trains (ETCS) : Suite à l'accident (4 morts) de Pardubice le 6 juin, l'Autorité ferroviaire a émis une instruction rendant l'utilisation du système ETCS obligatoire à compter du 1^{er} août 2024 dans les sections déjà équipées de ce système de signalisation. Cette obligation s'imposera aux opérateurs dont le matériel est équipé de la partie mobile de l'ETCS à la condition que le conducteur ait été formé à la conduite dans le cadre de l'ETCS. **A compter du 1^{er} janvier 2025, l'utilisation de l'ETCS en mode exclusif sur les principaux corridors sera obligatoire.** L'Autorité a annoncé que le système ETCS Stop, plus simple, sera introduit lors des travaux de modernisation des voies devant durer plus de six mois.

Ouverture à la concurrence du marché ferroviaire : L'opérateur national *České dráhy* a présenté son plan d'exploitation à compter de décembre 2025 pour quatre lignes commerciales en accès libre : Prague – Olomouc – Břeclav ; Prague – Bohumín ; Brno – Bohumín et Ostrava – Opava. La ligne Brno – Bohumín est déjà exploitée par le concurrent *RegioJet* dans le cadre de l'obligation du service public.

Dans le contexte d'une demande d'exploitation croissante et compte tenu des capacités du réseau ferroviaire fortement congestionné, **le gestionnaire a proposé aux opérateurs pour 2025 une homogénéisation des horaires de circulation des trains** (ralentissement des trains rapides au niveau des trains plus lents), **une réduction du nombre de trains et le déploiement de trains disposant de plus grandes capacités.** Il n'exclut pas d'attribuer des capacités différentes des demandes formulées par les transporteurs (différences de plusieurs heures). Enfin, en cas d'absence d'accord avec les opérateurs, **les règles d'attribution des capacités s'appliqueront, donnant la priorité aux trains de passagers répondant à l'obligation de service public (Etat, régions) ainsi qu'aux express de fret sur les axes en accès libre.**

- urbain

Selon le nouveau Plan d'action de la mobilité 2024-2026 de la ville de Prague, approuvé par le conseil de la ville le 25 juin 2024, **la capitale prévoit de lancer d'ici 2026 des investissements de l'ordre de 224 Mds CZK (9 Mds€) dans les infrastructures de transport,** dont 105 Mds CZK (4,2 Mds€) pour la construction de la nouvelle ligne de métro D. Les investissements concernent aussi 7 nouveaux tronçons de lignes de tramways, la reconstruction de ponts et de tunnels, l'automatisation des lignes de métro ainsi que l'achat de trolleybus et de bus à faible émissions. La municipalité prévoit de financer directement 70 % de l'enveloppe (156,6 Mds CZK soit 6,3 Mds€). 18 % seront couverts par un prêt de la Banque européenne d'investissement, 10 % par des fonds de subventions européens et les 2% restants par les ressources propres de l'entreprise de transport DPP, entreprise qui prévoit d'augmenter ses tarifs de transport en commun et les frais de stationnement dans la capitale.

- routier

Projet PPP D35 : Le ministère des transports a organisé une réunion d'information relative à la présentation des paramètres du 2^{ème} projet de PPP prévu pour la réalisation du tronçon Mohelnice - Opatovec de l'autoroute D35. Plus de 200 représentants d'investisseurs, d'entreprises de construction et d'institutions de financement y ont participé. L'appel d'offres pour le choix du concessionnaire sera lancé au cours de l'été 2024. Une première phase de qualification permettra aux soumissionnaires de démontrer leur expérience dans ce type de projet. L'autorité organisatrice sélectionnera les soumissionnaires les mieux qualifiés pour la suite de la procédure. La valeur du contrat est estimée à 35 Md CZK (1,4 Md€).

Péages : Les gouvernements régionaux et municipaux ont indiqué au ministère des transports leur souhait d'étendre le système de péage par satellite *CzechToll* à près de 3 000 kilomètres supplémentaires. Cette demande vise à empêcher les camions d'utiliser les routes de 2^{ème} et 3^{ème} catégories situées au niveau local. Les péages ne sont pas le facteur décisif dans le choix des itinéraires selon le ministère qui a déclaré que la décision d'imposer ou non un péage sera prise par les propriétaires des routes (généralement les régions). Ceux-ci devront financer cette activité très probablement déficitaire. L'extension du réseau de péages à ces routes n'interviendra qu'après l'expiration du contrat de péage par satellite attribué à PPF en 2029.

Environnement

Le ministère de l'Environnement a communiqué sur le succès du programme Environnement 2014-2020. En collaboration avec le Fonds national pour l'environnement et l'Agence pour la conservation de la nature, le ministère a utilisé les **2,79 Mds€ de fonds européens pour près de 10 000 projets**. Ces initiatives ont amélioré la rétention d'eau, développé la biodiversité, optimisé la gestion des déchets, assaini l'air, purifié l'eau et assuré des économies d'énergie significatives. Des projets notables incluent la revitalisation du réservoir Petrkovský et de 2 étangs près de Krucemburk, la modernisation de la station d'épuration de Žďár nad Sázavou ainsi que la construction d'une nouvelle station de biogaz à Jeršino.

Plus d'informations : communiqués du MZP (1 et 2).

- économie circulaire

Le ministre de l'Environnement Petr Hladík a évoqué la mise en place d'un système de consigne d'ici 2026. Des tests réalisés par le ministère de l'Environnement révèlent que seulement 50 % des bouteilles en PET sont recyclées et qu'un quart des bouteilles atteignent les centres de recyclage.

Plus d'informations : communiqué du MZP.

- biodiversité

Le président Petr Pavel a signé un amendement à la loi sur la protection de l'eau, visant à prévenir les accidents et à protéger les écosystèmes aquatiques. Cet amendement introduit l'obligation d'une surveillance continue des rejets d'eaux usées, la création d'un registre numérique des rejets de pollution, et multiplie par 5 les amendes pour les pollueurs.

Plus d'informations : communiqué du MZP.

La Chambre des députés a adopté une loi sur le service hydrométéorologique public, visant la **mise à disposition de données ouvertes sur la météo, le climat, ainsi que la qualité de l'eau et de l'air**. Cette base de données sera accessible en ligne gratuitement à tous les citoyens. La loi encadre également la coopération de l'Institut hydrométéorologique tchèque (CHMI) avec les systèmes de sauvetage d'urgence et de la défense nationale. Le ministre de l'Environnement, a souligné l'importance de cette numérisation pour la transparence et l'efficacité administrative. La loi est en attente d'approbation par le Sénat.

Plus d'informations : communiqué du MZP.

Le président Petr Pavel a signé un amendement à la loi sur la protection du Fonds des terres agricoles. Cet amendement introduit la préservation des terres agricoles de haute qualité et la limitation de leur utilisation à des fins commerciales et de stockage. Il introduit l'agrivoltaïsme, permettant l'utilisation conjointe des terres pour l'agriculture et la production d'électricité, et facilite la plantation d'arbres ainsi que la création de zones humides en réduisant les contraintes administratives.

Plus d'informations : communiqué du MZP.

SLOVAQUIE

Énergie

- électricité

Selon le rapport annuel 2023, la société publique SEPS chargée du réseau de transmission électrique a réalisé un CA de 709 M€ en 2023. Les coûts ont atteint 638 M€, ce qui a permis un profit net de 71 M€ dont 46 M€ devraient être payés à l'Etat sous forme de dividendes.

Le 11 juin, le ministère de l'Economie a signé avec SEPS deux contrats à hauteur de 83 M€, financés par le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR). Le premier contrat concerne le **renforcement de la capacité de transformation à l'ouest du pays** (à Senica, à proximité de la frontière avec la Tchéquie, 45 M€) et le second contrat concerne la **modernisation des lignes de 250 km à travers tout le territoire slovaque (38 M€)**. Pour le ministère de l'Economie, la modernisation et la numérisation des lignes sont essentielles pour la fiabilité et la stabilité du réseau ainsi que pour une meilleure intégration des énergies renouvelables.

L'Association des communes et des villes de Slovaquie a signé début juillet un **mémoire de coopération avec les sociétés slovaques de distribution d'électricité pour la couverture internet haut débit des zones blanches**, dont les opérateurs télécoms ne veulent pas du fait de coûts jugés trop onéreux. Le ministre des Investissements, du développement régional et de l'informatisation a assisté à sa signature. Une partie du financement (300 M€) pourrait venir des fonds européens.

- gaz

En 2023, SPP, principale société gazière, a généré un CA de 3,9 Mds€, en baisse de 31 M€. Le profit avant imposition s'est établi à 321 M€ dont 283 M€ issus des activités financières et 38 M€ issus de l'activité d'exploitation. Le profit net a atteint 290 M€ contre seulement 25 M€ en 2022. En 2023, la part de marché de SPP pour la distribution du gaz s'est élevée à 64%, sa meilleure performance sur les dix dernières années.

Le 3 juillet, le gouvernement réuni en Conseil des ministres a approuvé un nouveau calendrier de remboursement du prêt accordé à SPP. En effet, le gouvernement a octroyé 500 M€ à SPP en 2022 afin de renforcer sa stabilité financière lors de la période critique de chauffage 2022/2023. SPP devait rembourser le prêt cette année. Il est acté que SPP remboursera 80 M€ au 30 novembre et honorera annuellement trois échéances de 140 M€ afin de rembourser le prêt au plus tard le 31 décembre 2028.

- nucléaire

Le 21 juin, la société Newcleo et la Chambre de commerce franco-slovaque ont organisé la conférence « Comment (re)construire l'Europe de l'Atome ? ». Newcleo, représenté par son PDG M. Stefano Buono, a notamment évoqué les avantages des technologies SMR. **Pendant la conférence de presse, M. Buono a souligné le potentiel slovaque qui réside dans son combustible nucléaire usé** dont 1 500t pourraient être réutilisés après retraitement en France.

Branislav Strycek, directeur général du principal électricien, Slovenske elektrarne (SE), ouvre le débat d'une éventuelle extension de la durée de vie de la centrale nucléaire V2 à Jaslovske Bohunice. Les deux réacteurs VVER 440 d'une puissance installée de 2 x 505 MW ont été raccordés au réseau en 1984 et 1985. D'après M. Strycek, l'extension pourrait aller jusqu'à 80 ans de fonctionnement. En effet, il constate qu'au départ les autorités ont adopté une approche conservatrice en évaluant la durée de vie à 30-40 ans – ce qui devait correspondre à la durée de vie de la cuve sous pression du réacteur. Néanmoins, M. Strycek rappelle que les contrôles réguliers des cuves prouvent une dégradation des équipements plus faible que prévue.

- énergie renouvelable

Vu la faiblesse des prix de l'électricité, SE a suspendu ses projets de centrales photovoltaïques sur les sites de ses deux centrales thermiques dont la production a été arrêtée en décembre 2023 et en mars 2024. Le projet prévoyait une puissance installée cumulée de 180 MW, mais SE renonce faute d'aide spéciale ou d'un contrat avec prix garantis. Afin de pouvoir investir, SE évalue le niveau de prix nécessaire à 110-120€/ MWh.

- hydrogène

Fin mai, le ministère de l'Economie a lancé un appel à projets dans le cadre du volet « Economie verte » du PNRR. Le ministère soutiendra la **construction d'installations pour le stockage et la production d'hydrogène par électrolyse en utilisant les énergies renouvelables.** Le financement total est de 13,56 M€ avec une contribution maximale de 4 M€ par projet. La subvention peut s'élever à 70% des coûts éligibles.

- chaleur

Le 25 juin, la ministre de l'Economie Denisa Sakova et le ministre de l'Environnement Tomas Taraba ont annoncé un schéma d'aide actualisé concernant la production de chaleur. **Les producteurs slovaques pourront obtenir des financements pour la modernisation de leurs systèmes énergétiques**, y compris pour le stockage et la recherche d'une meilleure efficacité énergétique. Ce mécanisme est mis en œuvre conjointement avec la BEI et piloté par le Fonds environnemental du ministère de l'Environnement. Lors des deux premiers appels à projets de ce mécanisme, 33 projets, pour un montant de 150 M€, ont été financés. Pour ce 3^e appel à

projets, l'aide maximale par projet a été revue à la hausse notamment pour la production à haute efficacité (de 15 à 30 M€) et pour les infrastructures de distribution (de 20 à 50 M€). Enfin, **ces ministères prévoient un autre schéma d'aide aux énergies renouvelables (production de chaleur, stockage, production d'hydrogène, production et stockage de bioliquides et biogaz) doté d'un budget de 350 M€**. L'appel à projets devrait être ouvert d'ici la fin de l'année.

- pétrole

La raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) a réalisé un profit historique en 2023, à hauteur de 539,6 M€, en augmentation de 30 % en g.a. Le CA s'est établi à 5,9 Mds€, en recul de 2,7 %. La vente de carburants représente 72 % du CA total. Les ventes sont réalisées surtout en Slovaquie (37,9 % du CA total), en Hongrie (20,7 %) et en Tchéquie (13,8 %). Pour l'année 2023, **Slovnaft refuse de payer la contribution de solidarité (taux d'imposition de 70 %)** car elle estime ne plus entrer dans les critères pour en faire l'objet : elle soutient que ses activités de raffinerie, de transformation du pétrole, du gaz et du charbon ne dépassent pas le seuil de 75 % défini par le règlement européen. Ainsi, en 2023, l'impôt payé n'a été que de 134,9 M€ (après 625 M€ en 2022 dont 520 M€ pour la contribution de solidarité). Le ministère des Finances ayant prévu une imposition 2023 pour contribution de solidarité de Slovnaft à hauteur de 180 M€, des négociations sont en cours avec Slovnaft.

En 2023, Slovnaft a produit 25 % de ses combustibles à partir de pétrole brut non russe. Historiquement, Slovnaft ne traitait que le pétrole russe lourd REBCO, et la raffinerie réalise donc un important investissement (200 M€) pour adapter progressivement ses technologies de production d'ici 2027. La raffinerie achète différentes sortes de pétrole brut sur le marché, principalement d'origine américaine, saoudite, omanaise, azerbaïdjanaise, kazakhe et irakienne, transportés par l'oléoduc Adria depuis Omisajl sur la côte croate.

Transport

- routier

A partir du 1^{er} août, le ministère des Transports sera également chargé du contrôle public des routes nationales, régionales et communales dans les cas « d'intérêt public urgent » ou de circonstances extraordinaires. Ces nouvelles compétences ont été approuvées par le parlement le 12 juin dernier. Les collectivités locales ont critiqué cette loi dont l'origine serait imputable à la controverse créée par l'élargissement des pistes cyclables dans la capitale.

Le 12 juin, les députés ont approuvé l'introduction de la vignette autoroutière d'une journée. La nouvelle loi entre en vigueur le 1^{er} août.

Le 1^{er} juillet, les conseillers régionaux de la région de Trenčín ont approuvé le projet d'achat de dix bus à hydrogène pour les départements de Prievidza et Partizanske. Le projet devrait coûter 10,4 M€ et être financé par le Fonds pour une transition juste puisqu'il s'agit des départements situés dans la zone minière de Haute Nitra.

Le parc industriel Valaliky Industrial Park à proximité de Kosice (est du pays), qui doit accueillir l'investissement du constructeur Volvo, prolonge les appels d'offres suivants :

- Construction des infrastructures routières, la valeur estimée de ce marché est de 185 M€, date limite 7 août : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/407462-2024>
- Canalisation des eaux pluviales, la valeur estimée de ce marché est de 16,5 M€, date limite 30 juillet : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/385040-2024>

- ferroviaire

L'Unité analytique coût/efficacité du ministère des Finances a réalisé une évaluation du nouveau concept d'exploitation des trains en 2022/2023. **D'après l'analyse, la performance a augmenté de 6 % avec un nombre de passagers payants en progression de 6 % et un CA en hausse de 3 %.** Les subventions publiques par train.km à la société ZSSK (société publique chargée du transport ferroviaire de passagers) ont baissé de 7 %. **L'analyse met en exergue les retards de trains qui résultent du mauvais état des infrastructures et des rames.** En effet, en 2023, 27 % des trains ont connu des retards de 10 minutes ou plus, un taux qui atteint 50% sur les lignes longue distance, qui cumulent différentes causes de retard. Parmi les plus affectées on trouve les lignes : Bratislava – Kosice (85 % des trains en retard, en moyenne de 28 minutes), Prague – Bratislava – Budapest (82 % des trains, 24 minutes), Bratislava – Žilina (69 % des trains,

16 minutes). **Le rapport recommande en priorité de supprimer les différentes limites temporaires de vitesse, de réaliser la revue du Plan de fonctionnalité des transports là où des problèmes ont été identifiés, d'ajuster les horaires et le schéma d'exploitation sur les lignes problématiques, et d'utiliser en priorité des trains modernes.**

La société municipale de transport public de Bratislava, DPB, a lancé deux appels d'offres (AO) concernant les tramways dans la capitale :

- le premier AO prévoit l'achat de 20 tramways unidirectionnels à plancher surbaissé pour 240 passagers. La valeur estimée de ce marché s'élève à 71,4 M€, les offres sont à envoyer d'ici le 30 juillet : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/378244-2024>
- le deuxième AO prévoit l'achat de 20 tramways bidirectionnels à plancher surbaissé. La valeur estimée de ce marché s'élève à 78,7 M€, les offres sont à envoyer d'ici le 30 juillet : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/378649-2024>

- fluvial

La société publique Vodohospodarska vystavba (« Œuvres hydrauliques » sous tutelle du ministère de l'Environnement) a lancé un **AO sur les services de ferry sur le Danube (750 m) entre deux communes slovaques de rives opposées**. Le transport public régulier doit être assuré quotidiennement de 05h00 à 23h00 et doit être disponible 24/24 pour l'aide médicale d'urgence, les pompiers et les services de sécurité. La valeur estimée de ce marché est de 11,25 M€ et la durée du service est de 72 mois. Les offres sont à déposer d'ici le 6 août. <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/351857-2024>

Environnement

Fin juin, le ministre de l'Environnement et le directeur général de l'Agence slovaque de l'environnement ont présenté le nouveau dispositif « Répare ta maison mini » dédié aux ménages menacés par la pauvreté énergétique. L'aide devrait concerner la rénovation d'au moins 3 060 maisons d'ici le 3^{ème} trimestre 2025. Les propriétaires des maisons de 152 communes de la région de Banska Bystrica et de Kosice peuvent demander un soutien à hauteur de 10 000 € entre le 19 juillet et le 30 août. Le ministère a alloué à ce dispositif 30 M€ issus de REPowerEU et 6 M€ issus du budget d'Etat.

Fonds européens

La branche slovaque de Transparency International a lancé le site eurofondy.transparency.sk qui liste les 19 035 bénéficiaires des fonds européens de la période 2014-2020. Le montant de l'ensemble des factures s'élève à 19,7 Mds€. 2,5 Mds€ ont été attribués au 5 plus grands bénéficiaires – dont notamment les sociétés de construction Strabag (824 M€), Eurovia SK (groupe Vinci, 718 M€) et Skanska (379 M€). 72 % des fournisseurs ont facturé d'une manière cumulée un montant inférieur à 100 000 €. Une fois les données techniques de l'Office du gouvernement rendues publiques, Transparency veut élargir le site également aux données du PNRR (6,4 Mds€).

LITUANIE

Énergie

Un Forum Baltique sur le GNL et les nouvelles technologies s'est déroulé à Klaipėda le 6 juin. Le Forum a rassemblé plus de 150 participants du secteur européen de l'énergie dont KN Energies et a abordé la coopération régionale pour la sécurité et la transition énergétiques. L'approvisionnement en GNL de l'Europe et l'adaptation de l'infrastructure énergétique pour répondre aux besoins futurs – hydrogène, éolien offshore, biométhane – ont été largement discutés.

- nucléaire

Le directeur général de la centrale nucléaire d'Ignalina, Linas Baužys, a communiqué le 20 juin sur l'avancée des travaux de démantèlement, avec près de 40 % des travaux achevés. Le combustible nucléaire usé a été transféré dans des installations de stockage temporaires. Selon Linas Baužys, ces installations, contenant 90 % de la matière radioactive la plus dangereuse, sont conçues pour durer 50 ans. Après cette période, un dépôt profond sera nécessaire pour

un stockage plus sûr et durable. Le site de ce dépôt sera probablement identifié dans les 20 prochaines années, avec 77 sites potentiels actuellement envisagés à travers la Lituanie.

Environnement

Le 27 juin, la Lituanie a pris pour deux ans la présidence de la Commission de protection de l'environnement marin de la Baltique HELCOM. La remise officielle de la présidence de HELCOM a été réalisée par la précédente présidente Evija Smite, directrice adjointe du Service de protection de l'environnement de Lettonie et directrice du département de contrôle des pêches, et remise à Vitalijus Auglys, chef du groupe de politique de prévention de la pollution au Ministère de l'Environnement lituanien. **L'enjeu est de préserver l'écosystème marin de la mer Baltique, d'encourager les technologies vertes et les énergies renouvelables non polluantes, tout en renforçant le développement économique de la région.**

Transport

Le ministre des transports Marius Skudodis a participé à la conférence internationale E-Fuels Dialogue 2024 à Berlin le 3 juin et a signé une déclaration commune avec ses homologues allemand et japonais afin d'encourager le développement des e-carburants dans les transports. Les e-carburants sont des carburants de synthèse fabriqués en utilisant de [l'électricité décarbonée](#) (par exemple méthane, méthanol, biodiesel).

- routier

La représentante de la compagnie de transport municipale « Susisiekimo Paslaugos », Solveiga Stankeviciene, a annoncé le 17 juin que **des bus autonomes seront mis en place à Uzupis afin de pallier la pénurie de main-d'œuvre de chauffeurs.** Ils pourront chacun accueillir 12 passagers. Des bus autonomes sont déjà en circulation à Helsinki.

- maritime

Le 21 juin, la construction d'un premier navire à électricité et hydrogène a été lancée à Klaipėda. Ce navire, destiné à la gestion des déchets, a été commandé par l'Autorité portuaire de l'Etat de Klaipėda et est actuellement produit sur le site de Western Baltija Shipbuilding (WBS). Le navire de 42m de long et 10m de large sera en mesure de collecter 400 m³ de déchets liquides. Il sera équipé de deux moteurs électriques alimentés par des batteries de 2 GWh.

Les compagnies publiques rattachées au Ministère des Transports ont généré plus de 308 M€ en 2023, soit près de 3,3 fois plus qu'en 2022. Un des contributeurs majeurs est l'autorité portuaire de l'Etat de Klaipėda, qui a versé à l'Etat lituanien 19,6 M€ de dividendes.

- aérien

Près de 653 000 passagers ont été enregistrés dans les aéroports lituaniens en juin 2024, soit 15 % de plus qu'en juin 2023. Après mai 2024, c'est le deuxième mois consécutif pour lequel le record mensuel de passagers est battu.

LETONNIE

Énergie

La reconstruction de la ligne aérienne de 330 kV entre Valmiera (Lettonie) et Tsirguliina (Estonie) est achevée, venant compléter la ligne aérienne Valmiera-Tartu reconstruite l'année dernière. Le projet a été réalisé par le gestionnaire de réseau de transport letton JSC « Augstsprieguma tīkls » (AST), en collaboration avec le consortium « Empower un Leonhard Weiss ». Le coût du projet s'élève à 14 M€, cofinancés à 75 % par les fonds de l'UE. Ce projet crucial vient soutenir l'indépendance énergétique des États baltes vis-à-vis du système électrique russe et prépare la synchronisation des réseaux baltes avec ceux d'Europe continentale, prévue pour février 2025. En Lettonie, la ligne aérienne s'étend sur près de 50 km à travers les régions de Valmiera et de Valka. [Voir le communiqué](#)

- énergie renouvelable

La Lettonie prévoit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale de 50% à 60 % d'ici 2030, selon le Plan national énergie et climat (PNEC) pour la période 2021-2030 révisé en 2023. Selon le plan actualisé, la Lettonie vise 100% de production d'électricité renouvelable, 66,4% de renouvelable pour le chauffage, 29% pour les transports, 65% pour le bâtiment, 73,1% pour l'industrie et 30% pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Le plan actualisé vise également à garantir une part d'au moins 5,5% (auparavant 3,5%) de biocarburants avancés dans la consommation finale d'énergie des transports d'ici 2030.

- hydrogène

Transport et infrastructures

Le nombre de voyages à l'étranger par les résidents lettons se rapproche de son niveau pré-pandémique. En 2023, le nombre de voyages effectués par les résidents lettons à l'étranger s'est élevé à 2,1 M, soit + 21,8% en g.a. Ce nombre reste toutefois encore inférieur de 11,6% à 2019. Les résidents lettons ont dépensé 1,11 Mds€ au cours de ces voyages. Dans le détail, ils ont effectué 401 000 voyages d'une seule journée (68% en Lituanie, 23% en Estonie), et 1,7 M de voyages de plus d'une nuit (13% en Estonie, 13% en Lituanie, 7% en Turquie, 6% en Allemagne, Pologne, Italie, Espagne). La plupart des voyages de plus d'une nuit ont été effectués en avion (54,1%), puis en voiture (36%) ou en bus (8%). Les femmes (52,1%) ainsi que les résidents âgés de 35 à 44 ans (26,2%) ont été les voyageurs les plus fréquents.

- routier

La reconstruction du tronçon principal de l'autoroute nationale A7 (Riga - Bauska - frontière lituanienne / Grenctāle), de la rocade de Ķekava à Bauska, sera financée par un partenariat public-privé (PPP). Ce modèle, déjà utilisé pour le contournement de Ķekava, permettra de construire l'infrastructure plus rapidement sans surcharger le budget de l'État. La première phase de ce projet prévoit la construction de la rocade de Bauska. Celle-ci doit être achevée d'ici 2030, aura une longueur totale de 14,2 km et coûtera entre 263 et 290 M€, incluant les investissements en capital et les dépenses d'entretien sur 20 ans. Ce tronçon fait partie de l'autoroute « Via Baltica », qui est l'axe le plus fréquenté du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) en Lettonie, et donc crucial non seulement pour la Lettonie, mais aussi pour le transport international de passagers et de marchandises, ainsi que pour la mobilité militaire entre les États baltes et les autres pays de l'UE dans le sens nord-sud.

ESTONIE

Changement à venir à la tête du Ministère du climat

Après la nomination de l'actuelle Première ministre estonienne, Kaja Kallas, au poste de Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, le président estonien a chargé le 16 juillet M. Kristen Michal, ministre du Climat depuis avril 2023, de former un gouvernement. Celui-ci avait été désigné comme futur PM lors d'une assemblée générale exceptionnelle du parti de la Réforme début juin. Le ministère du climat est notamment en charge des secteurs de l'énergie et des transports.

Énergie

- énergie renouvelable

L'entreprise norvégienne Deep Wind Offshore AS a remporté un appel d'offres d'un montant de 2,4 M€ pour la construction d'un grand parc éolien en mer dans la zone de Saare 2.1 (île de Saaremaa, la plus grande du pays, exposée à des vents ayant une vitesse moyenne comprise entre 8 et 9 m/s), d'une superficie de 163,8 km². Le parc comptera 98 éoliennes au maximum, pour une capacité totale de 1,56 GW. Le parc de Saare 2.1 pourrait produire une partie importante de l'électricité consommée en Estonie : en 2023, le pic de consommation journalière d'électricité dans le pays avait atteint 1 591 MW. Également présente en Corée du Sud et en Suède, l'entreprise Deep Wind Offshore coopère, depuis 2021, avec EDF Renouvelables pour la construction de parcs éoliens en mer en Norvège.

Environnement

- recyclage

Bien que l'Estonie se soit engagée à recycler 50% des déchets municipaux d'ici 2025, la Cour des comptes nationale constate qu'elle est loin d'avoir atteint cet objectif et qu'aucun progrès n'a été réalisé au cours des neuf dernières années. **Le non-respect des objectifs de recyclage pourrait donner lieu à des procédures d'infraction et à des amendes de la part de la Commission européenne.**

En 2022, 32% des déchets municipaux ont été recyclés en Estonie et ce chiffre n'a presque pas évolué depuis neuf ans. Le ministère du Climat a annoncé vouloir amender la loi sur le recyclage des déchets afin d'établir, d'une part, un objectif de collecte séparée pour les autorités locales et d'introduire, d'autre part, un droit d'accise sur les emballages. Un montant supplémentaire de 660 M€ sera nécessaire au cours des cinq prochaines années pour ces objectifs, mais il n'y a pas d'accord sur la manière dont ces mesures seront financées.

Agenda

3-5 septembre 2024	Forum Economique à Karpacz
Du 9 au 13 septembre 2024	IENE International Conference 2024, Biodiversity in the headlight of future transport , à Prague
12 septembre 2024	Baltic Energy Conference « Life After Change », ATTA Centre LIFE AFTER CHANGE - Dienas Bizness (db.lv) , à Riga
16 et 17 septembre	International Scientific Conference Euro-Trans , à Varsovie
24-25 septembre 2024	Energy Storage Summit Central Eastern Europe , à Varsovie
25-26 septembre 2024	Xème congrès énergétique DISE , à Wrocław
Du 30 septembre au 1^{er} octobre 2024	17th European Nuclear Energy Forum , à Prague
7 et 8 octobre 2024	IVème Congrès de la Politique Urbaine et Régionale , à Cracovie
Du 8 au 9 octobre 2024	PWR 2024 Conference , à Prague
du 21 au 25 octobre 2024	Circular Week 2024 , à Varsovie
23 octobre 2024	European Sustainability Congress 2024 , à Varsovie
24 octobre 2024	Conférence Eco-Miasto , à Varsovie
1^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes
de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr